

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
Cellule Risques Accidentels
19 place de l'Ancien Foirail
32000 Auch

Auch, le 20/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BIOGAZ AUCH

11 rue Mogador
75009 Paris

Références : 2025-0052-DP
Code AIOT : 0006808579

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/02/2025 dans l'établissement BIOGAZ AUCH implanté A LAMOTHE ZA 32000 AUCH. L'inspection a été annoncée le 22/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BIOGAZ AUCH
- A LAMOTHE ZA 32000 AUCH
- Code AIOT : 0006808579
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site Biogaz Auch est une unité de méthanisation autorisée par arrêté préfectoral du 31 janvier 2011. Cette unité est exploitée depuis 2020 par le groupe Evergaz, avec un récépissé de changement d'exploitant délivré par la préfecture le 20 janvier 2021.

Dimensionné pour un tonnage entrant de 44 000 t/an, l'exploitant traite actuellement ~26 000 t/an de déchets.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Description des installations	Arrêté Préfectoral du 31/01/2011, article 1.2.4.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Capacité de l'installation	Arrêté Préfectoral du 31/01/2011, article 1.2.4.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Valeurs limites d'émission	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 58	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Nature des installations	Arrêté Préfectoral du 31/01/2011, article 1.2.1	Sans objet
4	Stockage du digestat	Arrêté Préfectoral du 31/01/2011, article 6.1.9.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente visite d'inspection a été réalisée à l'occasion de l'instruction du porter à connaissance transmis à l'inspection des installations classées le 03/10/2024. Les modifications envisagées présentent un caractère notable mais non substantiel et ne sont pas de nature à générer des impacts significatifs sur l'environnement, ni d'augmenter les dangers inhérents à l'installation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nature des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/01/2011, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques ICPE
Prescription contrôlée : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées 2781-1-a: Installations de méthanisation de déchets non dangereux - 1 Méthanisation de matière végétale brute 2781-2: Installations de méthanisation de déchets non dangereux – 2 Méthanisation d'autres déchets non dangereux 3532: Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux ... 2910-B-1: Combustion – B Lorsque sont consommés seuls ou en mélange des produits différents de ceux visés en A – 1 [...] biogaz 2783-2: Installation de déconditionnement de biodéchets 2175: Dépôt d'engrais liquide en récipients de capacité unitaire supérieure ou égale à 3 000l, 4310-2: Gaz inflammables catégorie 1 et 2.

<p>Constats :</p> <p>Dans son porter à connaissance, l'exploitant a défini, en fonction de l'évolution des activités du site, les rubriques réglementées par la nomenclature des ICPE.</p> <p>Le classement administratif du site sera actualisé à la suite de l'instruction du porter à connaissance.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Description des installations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/01/2011, article 1.2.4.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Phases du procédé</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé suivant les étapes et caractéristiques prédéfinies suivantes:</p> <p>Phase 1: réception et préparation des déchets</p> <p>La réception et la préparation des déchets sont effectuées suivant trois filières en fonction de la nature du déchet entrant: liquide, solide, sous produits à hygiéniser.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sous produits solides: <ul style="list-style-type: none"> ◦ Dépotage sous hangar vers soit sur une aire de dépotage de 140 m² soit directement dans une trémie d'alimentation de 100 m³ • Sous produits liquides: <ul style="list-style-type: none"> ◦ Dépotage sous hangar et transfert vers 1 cuve aérienne de stockage de 300 m³ • Sous produits à hygiéniser: sous produits animaux, graisses, déchets alimentaires <ul style="list-style-type: none"> ◦ Dépotage dans une trémie de 86 m³ sous hangar ventilé (air traité sur biofiltre) ◦ 2. Cuve de stockage de 50 m³ ◦ Broyeur de déchets ◦ 2 hygiénisateurs de 20 m³ chacun ◦ 1 cuve de stockage de graisses de 200 m³ et 1 cuve de stockage de sang de 50 m³ <p>Phase 2: Méthanisation et maturation:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Méthanisation: 2 cuves de méthanisation de 3015 m³ chacune: cuves aériennes et cylindriques, maintenues en température de 37 °C et recouvertes d'une bâche en PELD (Polyéthylène basse densité); • Maturation: 1 cuve de maturation de 2270 m³ : cuve aérienne et de forme cylindrique, équipée d'une double membrane servant au stockage du biogaz. <p>Phase 3: Valorisation des produits issus de la méthanisation: biogaz et digestats bruts</p> <p>Valorisation du biogaz: Le biogaz est valorisé par l'intermédiaire d'un moteur de cogénération (placé dans un container) d'une puissance thermique de consommation de 2606 kW pour:</p> <ul style="list-style-type: none"> • -la production d'électricité (revendue à EDF) ; • -la production de chaleur (maintien en température des cuves de méthanisation sur site, fourniture de vapeur à l'usine SOAL voisine). <p>En cas de panne ou de maintenance du moteur de cogénération, une chaudière, couplée avec une torchère, assure la valorisation du biogaz produit.</p> <p>Valorisation des digestats bruts:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les digestats bruts stockés dans une cuve de stockage tampon d'une capacité de 112 m³ subissent une séparation de phase liquide-solide par une centrifugeuse ;

<ul style="list-style-type: none"> • pour les digestats solides (12 000T/an): création d'une aire de stockage des digestats solides avant épandage sur parcelles agricoles ; • pour les digestats liquides (28 000T/an): exploitation d'une unité de prétraitement avant rejet à la station d'épuration d'Auch. Cette unité permet d'éliminer l'azote présent dans les digestats liquides et de le concentrer en une solution de sulfate d'ammonium valorisable en agriculture.
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que plusieurs équipements décrits dans le porter à connaissance et confirmés par l'exploitant, comme inchangés depuis l'arrêté préfectoral d'autorisation modifié de 2011, présentent des volumes ou des caractéristiques différentes de ceux mentionnés dans ce même arrêté.</p> <p>Ces équipements sont notamment les digesteurs 1 et 2, les cuves tampon TP01 et TP03, le stockage en fosse enterrée fermée, la cuve de stockage du sang, le silo de stockage du digestat solide et les silos de stockage d'intrants solides. De plus, les équipements de stripping ont été mis à l'arrêt définitivement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit, sous un délai d'un mois, actualiser son dossier de porter à connaissance en présentant les équipements qui constitueront ses installations après modifications, en fonction des différentes phases de son procédé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réception des intrants ; • Préparation des intrants ; • Méthanisation et stockage du biogaz ; • Stockage et valorisation des digestats ; • Épuration et valorisation du biogaz : production d'électricité.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Capacité de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/01/2011, article 1.2.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Capacités de production
Prescription contrôlée : La capacité de production de l'installation est la suivante : Quantité de déchets traités : 120,5 t/j Volume de biogaz produit : 12100 Nm3/j Production électrique journalière : 25608 kWh Production de chaleur journalière : 25944 kWh Digestat liquide : 76,7 t/j Digestat solide : 32,9 t/j Sulfate d'ammonium : 5 t/j
Constats : La quantité de déchets traitée et le volume de biogaz produit sont inchangés, la production électrique sera de 25608 kWh/j par moteur soit 51216 kWh/j. La production de chaleur de l'établissement sera modifiée, l'exploitant n'a pas actualisé cette valeur dans son dossier. Lors de l'inspection, l'exploitant a déclaré ne plus séparer le digestat, à l'heure actuelle, le digestat brut composé de la partie liquide et solide est employé directement pour l'épandage. Toutefois, l'installation disposera toujours des équipements lui permettant de réaliser la séparation de phase si besoin. L'unité de stripping a été mise à l'arrêt, l'installation ne produit plus de sulfate d'ammonium.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Les modifications envisagées sont de nature à modifier certaines capacités de production, l'exploitant doit, sous un délai d'un mois, compléter son rapport et le porter à connaissance en précisant la production de chaleur et la quantité de digestat brut produit en fonction de la capacité de déchets traités.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Stockage du digestat

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/01/2011, article 6.1.9.3
Thème(s) : Risques chroniques, Capacité de stockage
Prescription contrôlée : <p>Les ouvrages de stockage du digestat sont dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Ils ont une capacité suffisante pour permettre le stockage de l'ensemble du digestat (brut et solide) produit pendant une période correspondant à la plus longue période pendant laquelle son évacuation ou son traitement n'est pas possible, sauf si l'exploitant dispose de capacités de stockage munies de rétention sur un autre site et est en mesure d'en justifier la disponibilité.</p> <p>La capacité de stockage de digestat solide est d'un volume total de 3 000 m³.</p> <p>La capacité actuelle de stockage du digestat brut sur le site est de 6 125 m³ (digesteur 2 de 2 735 m³ et maturation de 3 390 m³). Cette capacité n'étant pas suffisante, des ouvrages déportés d'une capacité minimale de 5 375 m³ devront être mis en place et leur utilisation effective avant que le site n'atteigne un niveau de production annuel de 23 000 tonnes de digestat brut. L'exploitant devra transmettre avant leur réalisation, et conformément à l'article R.181-46 du code de l'environnement un porter à connaissance.</p>
Constats : <p>L'exploitant a présenté dans son porter à connaissance une nouvelle organisation de la plateforme de stockage du digestat solide, celle-ci accueille à présent 3 cases de 455 m² chacune destinées aux intrants solides.</p> <p>Le digestat brut, issu de l'unité de valorisation est stocké en attente d'être expédié.</p> <p>La partie dédiée au digestat solide est maintenant de 245 m².</p> <p>Cette prescription sera modifiée à la suite de l'instruction du porter à connaissance.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Valeurs limites d'émission

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 58
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : I. « a) » Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses : - aux installations de combustion existantes de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW fonctionnant plus de 500 heures par an, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté et jusqu'au 31 décembre 2024 ; - aux installations de combustion existantes de puissance thermique nominale totale comprise entre 2 et 5 MW fonctionnant plus de 500 heures par an, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté et jusqu'au 31 décembre 2029 ; - aux installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure à 2 MW et fonctionnant moins de 500 heures par an, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté ; - aux installations de combustion de puissance thermique nominale totale comprise entre 1 et 2 MW et fonctionnant moins de 500 heures par an, à compter du 1er janvier 2030. SO ₂ : 100 mg/Nm ³ ; NO _x : 200 mg/Nm ³ ; Poussières : - ; CO : 250 mg/Nm ³ .
Constats : Dans son porter à connaissance, l'exploitant a prévu de respecter les VLE définies dans l'article 58 susmentionné pour chacun des deux moteurs. L'inspection des installations classées précise que les VLE à prendre en compte sont celles définies à l'article 60 de l'arrêté ministériel du 03/08/2018. Ces valeurs limites d'émission sont applicables pour la somme des rejets des installation fonctionnant en simultanée. Cette prescription sera modifiée dans l'arrêté préfectoral d'autorisation à la suite de l'instruction du porter à connaissance.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Les modifications envisagées sont de nature à modifier certaines valeurs limites d'émission, l'exploitant doit, sous un délai d'un mois, compléter son porter à connaissance en précisant les VLE qui devront être respectées au regard de la réglementation applicable.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois